 ****

 **Travail-Liberté-Patrie**

|  |
| --- |
| **RAPPORT CONSOLIDE DU PROJET :****PROJET DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES DE GESTION DU DEVELOPPEMENT**Période : 2009-2019**N° du projet : 00061947****Partenaire de mise en œuvre : MPDAT** |

**DESCRIPTION  DU PROJET**

Ce projet est une initiative du PNUD et du Gouvernement togoalais et a pour objectif d'appuyer le renforcement des capacités de gestion du développement et de l'aide. Il vise l'amélioration i) du cadre institutionnel de formulation, de mise en oeuvre, de suivi et évaluation ainsi que des outils de gestion des politiques de développement aux niveaux national et sectoriel, ii) de la mobilisation de l'aide publique au développement et iii) de l'efficacité de cette aide au service du développement. Ce projet appuie également la réalisation des analyses et des réflexions sur le développement au Togo et la prise en compte du genre dans les stratégies de développement.

**RESUME EXECUTIF**

Le projet est mis en oeuvre sur deux cycles de programmation de 2009 à 2019. Au total 8 100 874,9 USD ont été alloués pour la mise en oeuvre du projet et 7 940 153,54 USD ont été dépensés; soit un taux d’exécution de 98,02%. L’appui du PNUD à travers ce projet est diversifié. En effet, le projet a permis la préparation et l’adoption du DSRP et la mise en place de son système de suivi–évaluation, l’élaboration du PAP, l’élaboration du CDMT global, la production annuelle du RNDH, la production annuelle du rapport de suivi des OMD, la réalisation par le Togo de l’enquête sur la mise en œuvre de l’accord de partenariat de Busan. Le PNUD a toujours accompagné l’INSEED pour l’acquisition des équipements nécessaires à la conduite des opérations de collecte de données telles que le RGPH4, l’EDST3, la mise en place de la plateforme d’hébergement des données (TogoInfo). Dans le cadre l’appui au renforcement de capacité des Ministères dans la planification du développement, le PNUD a financé la formation d’un certain nombre de cadre de l’administration publique en gestion axée sur les résultats. De manière spécifique, le PNUD a financé la formation de 70 cadres en Master en planification et suivi-évaluation à l’Université de Kara. En ce sens, une convention est signée avec I'UK pour la formation de ces 70 cadres en 2 promotions. L’appui du PNUD a consisté aussi au financement de l’étude diagnostique pour l’élaboration des instruments de mise en œuvre de la politique nationale de l’aménagement du territoire. Par ailleurs ce projet a appuyé la formation de 80 cadres de l’administration publique, dont au moins ¼ des femmes, en charge de la planification, sur le nouveau processus de planification et de programmation au Togo. Le PNUD a financé également la formation sur le Système de gestion du personnel au profit du MAEC. Dans le cadre de suivi des politiques de développement axée sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement, des Budgets-programmes ont été élaborés avec le financement du PNUD. Dans le cadre du suivi des réformes en matière de gestion des finances publiques, le PNUD a accompagné la mise en place de la matrice des réformes. Entre autres, une expertise internationale a été mise à disposition par le PNUD pour la prise en compte des politiques sociales dans le DSRP. Une des composantes importantes de ce projet fut l’élaboration du cadre d'accélération sur l'accès à l'eau potable en milieu urbain. De même des expertises nationales et internationales ont été mises à disposition pour appuyer la DGPD, pour la réalisation de l'enquête QUIBB, l'analyse des données et le profil de la pauvreté et pour l’élaboration de la Politique nationale de l'aide. Pour une meilleure efficacité dans la gestion de l’aide, des matériels informatiques et bureautique ont été fournis afin de mettre en place une plate-forme dédiée à cette circonstance.

En guise d’appui à la direction de l'économie dans l'amélioration du dispositif de suivi conjoncturel, ce projet a contribué à la réalisation de l’Enquête de prévision macroéconomique. En outre, pour renforcer la gouvernance, le projet a contribué à la création de la Haute Autorité de Prévention et de Lutte contre la Corruption et les Infractions Assimilées (HAPLUCIA).

En appui à l’autonomisation des femmes, ce projet a soutenu les activités des femmes concasseuses de gravier au Togo : achat et mise à disposition d'une trousse à pharmacie ; formation des femmes de Damadè sur les risques de concassage manuel de gravier, à la vie en coopérative, à l'utilisation du concasseur et au fonctionnement du système d'irrigation goutte-à-goutte ; acquisition et installation d'un concasseur ; réalisation d'un forage et mise en place d'un système d'irrigation goutte-à-goutte sur 1,2 ha pour le maraîchage ; construction d'un hangar (atelier de concassage) ; appui à la formation de 06 coopératives d'artisans miniers et agricoles regroupant les femmes concasseuses de Damadè ; construction de 10 latrines ECOSAN à Damadè et formation de la population à leur utilisation. Notons aussi que le projet a appuyé l’élaboration du rapport de cadrage macroéconomique à moyen terme dans la perspective de l'élaboration du Plan National de Développement 2018-2022 et l’actualisation du document de la politique énergétique. Ce projet a contribué également à l’étude diagnostique des déséquilibres régionaux et à l’élaboration des programmes spéciaux régionaux permettant de réduire les inégalités en matière de pauvreté constatées entre les régions administratives du Togo. Par ailleurs, ce projet a permis à l’organisation d'un forum national sur le leadership professionnel des femmes, la réalisation d'une étude sur les défis et les opportunités à la promotion professionnelle des femmes et la proposition des stratégies pour faire face aux défis et capitaliser sur les opportunités ; la formation sur les techniques de transformation des produits agricoles et le marketing (mieux vendre et étendre le marché) à l’endroit de 105 femmes issues des préfectures de la région de la Kara (Kozah, Bassar, Dankpen, Assoli, Binah, Doufelgou).

Enfin, le PNUD a répondu aussi favorablement à la requête du gouvernement pour la prise en charge des frais de voyage et de participation aux différents fora nationaux et internationaux et de certaines formations spécifiques pour ses hauts cadres à l’étranger. L’une des missions financées par ce projet est celle effectuée par la cellule du climat des affaires auprès du MCC et de ses partenaires à New York pour la présentation des progrès réalisés par le Togo et les réformes en cours au Togo en matière de bonne gouvernance, d'investissement dans le capital humain et de liberté économique. Ce qui a permis au Togo de gagner assez de places dans les résultats du Doing Business faisant du Togo l’un des pays les plus réformateurs dans le climat des affaires en Afrique et dans le monde.

Dans la mise en œuvre de ce projet, des leçons ont été tirées. Celles-ci ont permis d’améliorer progressivement la mise en œuvre de ce projet à travers les différents cycles de programmation.

Les leçons les plus pertinentes à retenir sont relatives à l’exécution tardive des activités due quelque fois à la signature tardive des PTA ou à l’agenda dense du gouvernement ou encore aux insuffisances dans la passation des marchés publics. Les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de ce projet étaient liées à la non-maitrise des procédures du PNUD par les acteurs. De même la non-disponibilité des moyens de fonctionnement pour la coordination a eu un impact sur le suivi et l’archivage des dossiers du projet. Eu égard à ces difficultés, les acteurs suggèrent que les prochains PTA soient vite signés pour permettre aux parties prenantes de respecter les délais d’exécution des activités. De même, il est nécessaire de doter la coordination du projet de moyens pour un meilleur fonctionnement et suivi des activités. Enfin, il faudra renforcer les stratégies de mobilisation de ressources et organiser des formations à l'endroit de la coordination du projet et de ses partenaires sur la maitrise des procédures de gestion financière et comptable du PNUD.

Le present rapport final porte sur le cycle de programmation 2009-2018 et l’année 2019 qui est l’année de clôture opérationnelle.

1. **MISE EN OEUVRE DU PROJET EN 2009**
2. **Réalisations**

La mise en œuvre du projet au cours de l’année 2009, devait concourir à la réalisation des produits tels que : la préparation et l’alignement du DSRP sur les OMD avec une large participation de l’ensemble des acteurs; la mise en place et l’opérationnalité du système de suivi–évaluation du DSRP; le renforcement des mécanismes de participation et de contrôle citoyen sur les plans légal, institutionnel et opérationnel; la mise en place progressive du système de gestion intégré de l’information, y compris les données statistiques ; le renforcement du cadre de concertation secteur public-secteur privé; la création et/ou renforcement des capacités nationales de formulation et de mise en œuvre des programmes et des projets.

En phase avec les produits précités et malgré le calendrier gouvernemental assez dense en 2009 dans le cadre de la préparation de l’élection présidentielle de 2010, la mise en œuvre du projet a permis d’atteindre des résultats assez remarquables. En effet, avec l’appui du PNUD, le DSRP-C a été élaboré et adopté. De même, le PAP a été élaboré; le rapport d’avancement du DSRP-I a été élaboré ; le DSRP est édité, le CDMT global 2010-2012 a été élaboré ; 04 cadres de l’administration publique (Direction du Budget, Direction de la planification du développement, Direction des affaires financières du ministère en charge de la santé, Direction des affaires financières du ministère en charge de l’éducation primaire) ont été formés à la gestion axée sur les résultats et les CDMT ; le rapport du diagnostic des capacités nationales de mise en place des CDMT est rendu disponible; les rapports thématiques relatifs au RNDH sont rendus disponibles; le rapport sur le suivi du plan d’action de Bruxelles est finalisé ; le rapport du diagnostic des capacités du SP-PRPF est disponible ; un plan de renforcement des capacités du SP-PRPF est disponible; le SP-PRPF a été équipé pour permettre à ses agents de travailler dans de meilleures conditions ; Une étude diagnostique pour l’élaboration des instruments de mise en œuvre de la politique nationale de l’aménagement du territoire est réalisée. Au titre d’appui à l’INSEED, le PNUD a financé la mise en place de Togo Info qui est une plateforme numérique d’hébergement des données. En ce sens, 03 cadres de l’administration publique ont été formés aux modules administrateur et utilisateur; une formation des points focaux sectoriels a eu lieu. Pour la mise en place de la SNDS, le PNUD a financé : le recensement des structures productrices de statistiques, les actions prioritaires de la SNDS, l’analyse des données de la pauvreté, la collecte et le traitement des données du secteur informel pour les comptes nationaux. Dans la réalisation du RGPH (suivant les lignes budgétaires allouées au PNUD), le PNUD a financé le câblage de la DGSCN afin d’établir la connexion internet, le renforcement de capacités des cadres de la DGSCN impliqués dans le 4ème RGPH en Système d’Information Géographique et en sensibilisation sur le recensement. Grâce à ce projet, le Plan d’action de l’aide au développement est disponible;

1. **Gestion budgétaire**

Pour la mise en œuvre du projet en 2009, 992 000 USD étaient alloués et les dépenses se sont élevées à 978 833 USD ; soit un taux d’exécution de 98,5%.

1. **Problèmes ou contraintes rencontrées et leçons apprises**

Les contraintes auxquelles étaient soumis les partenaires de mise en oeuvre du projet en 2009 étaient relatives au retard dans l’exécution des activités. Cette situation a engendré un taux de décaissement assez faible au premier semestre. Ceci a conduit à la réduction drastique du budget de 1 500 000 USD d’allocation en début d’année à 992 000 USD. Aussi, la plupart des points focaux nationaux de ce PTA étaient très occupés tout au long de l’année et ont moins de temps à consacrer à la mise en œuvre et au suivi des activités. En outre, les impératifs de la vie politique (préparation de l’élection présidentielle) ont entrainé le report de certaines activités (dénombrement dans le cadre du 4ème RGPH) sur l’année 2010. La passation des marchés a eu quelques insuffisances qui ont retardé la réalisation de certaines activités.

Dans la mise en œuvre de ce PTA, des recommandations suivantes ont été formulées. Il s’agit entre autres de: établir dès le début de l’année un plan d’approvisionnement complet aux Points focaux, suivre avec l’appui des points focaux la fourniture des biens et services, suivre non seulement la réalisation des activités/produits mais aussi tenir compte du chronogramme de réalisation.

1. **MISE EN OEUVRE DU PROJET EN 2010**
2. **Réalisations**

Pour l’année 2010, la quasi-totalité des produits de 2009 ont été reconduits du fait de leur non achèvement en 2009.

Ainsi, avec l’appui du PNUD, le DSRP-C est diffusé ; une matrice des indicateurs du DSRP, des formats de plan de passation des marchés, de plan de décaissement, de plan de travail annuel sont disponibles ; le Rapport d’avancement du DSRP 2009 est disponible ; le STP est mis en place ; un unique document de politique et plans d’action sur l’eau et l’assainissement est disponible ; 80 cadres de l’administration publique, dont au moins ¼ des femmes, en charge de la planification sont formés sur place sur le nouveau processus de planification et de programmation au Togo ; le Rapport de mise en œuvre du DSRP-C pour l’atteinte du point d’achèvement de l’IPPTE qui n’était pas programmé dans le PTA 2010, a été validé ; le rapport RAPD 2010 est validé. Dans le cadre de l’opérationnalisation du Comité Etat-Donateurs et des comités sectoriels, quand bien même cette activité n’est pas totalement exécutée, néanmoins le décret instituant le dispositif institutionnel de coordination, de suivi et de l’évaluation des politiques de développement est signé. Entre autres, le financement du PNUD a permis d’élaborer et de rendre disponible le CDMT global et des budgets programmes. Dans le cadre de suivi des politiques de développement axée sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement, des Budgets-programmes ont été élaborés avec le financement du PNUD. C’est le cas du Ministère de l’enseignement primaire, secondaire et de l’alphabétisation, du Ministère de l’enseignement technique et de la formation professionnelle, du Ministère de la santé et de l’hygiène publique, du Ministère de l’agriculture, du Ministère de l’eau et de l’hydraulique villageoise. Dans le cadre du suivi des réformes en matière de gestion des finances publiques, un mécanisme a été mis en place. Il s’agit de la Stratégie de réformes accompagnée de la matrice des réformes. Il faut souligner qu’avec l’appui du PNUD, une nouvelle version du RNDH et le rapport 2010 de suivi des OMD sont disponibles ainsi que l’impression et la diffusion du Cadre d’Accélération de l’OMD1. Dans le cadre de son appui au développement des statistiques, le financement a permis la mise à jour de la structure de la base de données et l’élaboration du rapport sur les métadonnées des indicateurs du DSRP C. Également le profil de pauvreté de la ville de Lomé pour les années 2006 et 2008 est réactualisé mais il n’a pas été validé. Par ailleurs, le diagnostic institutionnel du ministère est réalisé pour permettre à ce dernier de disposer d’un plan de renforcement des capacités. En appui aux missions de l’Etat, le PNUD a financé : l’organisation de la journée mondiale de l’eau, la mission du MDG Team en appui à l’élaboration du rapport 2010 de suivi des OMD, le financement d’un expert pour une conférence lors de la journée de l’urbanisme, la participation d’une partie de la délégation togolaise au 65ème sommet de l’Assemblée générale de l’ONU.

1. **Gestion budgétaire**

Pour le PTA 2010, le budget s’élevait à 997 883,69 USD et les dépenses s’élevaient à 986 309,95 USD ; soit un taux d’exécution de 98,8%.

1. **MISE EN OEUVRE DU PROJET EN 2011**
2. **Réalisations**

La mise en œuvre du projet en 2011 était consacrée au renforcement des capacités de planification stratégique à moyen et long terme au niveau central et dans les secteurs liés aux OMD, à la mise en place et opérationnalité du système de suivi évaluation du DSRP, au renforcement des capacités de mise en œuvre et de suivi des politiques et des projets dans les secteurs liés aux OMD.

Dans la mise en œuvre de ce PTA, les résultats suivants ont été atteints : un expert international en coordination de l'aide à la primature et d'un assistant technique ont été mis à disposition pour la prise en compte des politiques sociales dans le DSRP; le Cadre d'accélération sur les OMD 4 et 5 a été validé ; une mission de diagnostic du système PPBSE a été réalisée ; le rapport 2010 d'avancement du DSRP a été élaboré et validé les 29 et 30 juin 2011 ;évaluation globale du DSRP-C a été faite; un forum national d'orientation du DSRP II a été organisé; une base documentaire sur les politiques, stratégies et plans sectoriels et nationaux de développement a été élaborée ;le Cadre d'accélération sur l'accès à l'eau potable en milieu urbain a été élaboré **;** un assistant technique a été recruté pour appuyer la DGPD ; **l**e RNDH 2010 est imprimé;un consultant national a été recruté pour 6 mois dans le cadre de la réalisation de l'enquête QUIBB ; les consultants internationaux pour l'analyse des données et le profil de la pauvreté sont recrutés; l'expert en efficacité de l’aide a été mis à disposition pour l’élaboration de la Politique nationale de l'aide, les RAPD 2010 et 2011 ont été validés **;** l'atelier national de sondage sur la responsabilité mutuelle préconisé par le Forum de Coopération du Développement (FCD) a été organisé le 17 février 2011 et un plan d'actions sur la responsabilité mutuelle est élaboré; les consultations nationales sur les dix principes d'engagement dans les États fragiles et les cinq principes de la Déclaration de Paris ont été organisés les 15 et 16 mars 2011;les matériels informatiques et bureautique ont été fournis dans le cadre de la mise en place de la plate-forme de gestion de l'aide; le chapitre pays de l'enquête 2011 de la déclaration de Paris est disponible; le Togo a participé au Forum de Haut Niveau sur l'efficacité de l'aide à Busan;les points focaux nationaux et des partenaires ont été formés; les conférences sectorielles des PTF du secteur de l'eau et de l'environnement sont organisées;les BP du MAEP, du MEAHV et du MERF sont élaborés;un abonnement internet de deux ans a été fait pour le MPG; le Site Web et de l'espace numérique « Femme, Genre et Développement » fonctionnent et disposent du matériel nécessaire; le document de plaidoyer pour l'institutionnalisation des cellules focales genres est élaboré; l'atelier de formation des cadres des ministères chargés de l'élaboration des budgets de l'État sur le genre et la budgétisation sensible au genre a été réalisé; le document de plaidoyer pour l'augmentation des ressources du Ministère en charge du genre pour la mise en œuvre de la PNEEG est reproduit et disponible ; la directrice du genre a été formée à Turin sur la budgétisation et la planification sensible au genre, l'application de la convention de l'OIT sur le travail domestique, la protection de la maternité et le dialogue social sur le genre.

1. **Gestion budgétaire**

Le budget du PTA 2011 s’élevait à 768 684,21 USD et les dépenses se sont chiffrées à 757 179,44 USD soit un taux d’exécution de 99%.

1. **MISE EN OEUVRE DU PROJET EN 2012**
2. **Réalisations**

En 2012 également, les produits de 2011 ont été reconduits dans le PTA 2012 afin de réaliser les actions qui étaient programmées en 2011 mais qui n’ont pas pu être réalisées.

A la fin de l’exercice 2012, les résultats qui ont été atteints sont les suivants : la mise à disposition d'une expertise internationale pour appuyer à l'élaboration du DSRP II ; la mise à disposition d'une expertise et le financement des ateliers de validation des rapports des contributions régionales, des contributions spécifiques de la société civile et du secteur privé; la mise à disposition d'une expertise internationale de 4 mois pour l'appui à l'élaboration du PAP; le rapport de l'enquête QUIBB, le profil de pauvreté et la carte de pauvreté sont finalisés; le Plan de gestion de l'aide a été validé; les cadres concernés du MPDAT ont été formés sur le niveau « utilisateur avancé » de la PGA; les points focaux nationaux, de la société civile et des partenaires au développement ont été formés sur la Plateforme de gestion de l’aide; les coordonnateurs de projet ont été sensibilisés sur la PGA; le RAPD 2010 a été imprimé et diffusé tandis que le RAPD 2011 a été validé; trois cadres du MPDAT et du MEF ont assisté au 5ème atelier de partage d'expérience sur la plateforme de gestion de l'aide; les capacités des nouveaux membres des cellules focales genre des départements ministériels sont renforcées sur l'intégration du genre dans les politiques, programmes et projets de développement (10 au 14 septembre 2012, première session ; 17 au 21 septembre 2012, deuxième session) ; la présentation des 6ème et 7ème rapports périodiques de la CEDEF a eu lieu le 4 octobre 2012 à Genève; du matériel a été acquis pour la Direction Générale du Genre; ffinancement des compléments de DSA de deux hauts cadres en formation en Chine; le véhicule est acquis et réceptionné le 18 février 2013.

1. **Gestion budgétaire**

En ce qui concerne la situation financière, il faut noter que le budget du PTA 2012 était de 762 500 USD et les dépenses s’élevaient à 736 762 USD. Ce qui donne un taux d’exécution de 96,62%.

1. **MISE EN OEUVRE DU PROJET EN 2013**
2. **Réalisations**

La mise en œuvre du projet en 2013 a été également une continuité de la réalisation des produits de 2012 et les résultats atteints cette fois-ci se résument principalement aux points suivants : les consultations nationales sur l’agenda de développement post 2015 ont été faites de janvier à mai 2013. En ce qui concerne la table ronde des bailleurs de fonds pour le financement de la stratégie de croissance accélérée et de promotion de l’emploi, le bureau a appuyé le Gouvernement pour l’établissement d’une feuille de route. Sous la conduite technique de l’Organisation Mondiale du Tourisme, l’élaboration du Schéma directeur de développement et d’aménagement touristique a débuté au second trimestre 2013. Au cours de cette année, les rapports de diagnostic avec des propositions d’orientations ont été élaborés. Le 4e rapport de suivi des OMD a été élaboré de façon participative et a fait l’objet d’une validation. Le PNUD a contribué à la réalisation de la 3ème enquête Démographique et de Santé du Togo en 2013 ; a financé le rapport de l’enquête QUIBB de 2011 et l’impression du profil et la carte de pauvreté puis mis à la disposition de la Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale. Dans le cadre de l’appui à l’efficacité de l’aide publique au développement, l’expertise mobilisée a contribué à l’élaboration, la validation et l’impression du RAPD 2012, à la réalisation par le Togo de l’enquête sur la mise en œuvre de l’accord de partenariat de Busan, à la révision du plan de gestion et du guide d’utilisateur de la PGA et à sa mise en ligne. Également, il a été procédé à une évaluation de la mise en place de la PGA au Togo et à l’impression du RAPD 2011. Parmi les résultats obtenus en 2013, on note également l’appropriation du contenu des recommandations issues de la présentation des 6ème et 7ème rapports périodiques de la mise en œuvre de la CEDEF au Togo par 105 préfets, présidents des délégations spéciales, chefs traditionnels, leaders religieux, associations et ONG de défense des droits de la femme, gens des médias des régions des Plateaux et Maritime. Enfin, le PNUD a financé la formation sur le Système de gestion du personnel au profit du MAEC.

1. **Gestion budgétaire**

Les ressources financières mises à la disposition par le PNUD pour la mise en œuvre du PTA 2013 étaient évaluées à 885 732 USD et les dépenses étaient estimées à 773 623 USD ; soit un taux d’exécution de 87%.

1. **Problèmes ou contraintes rencontrées et leçons apprises**

La mise en œuvre du PTA 2013 a fait face à certaines contraintes notamment : la soumission tardive de canevas du PTA (en mars) et reprise du PTA suivant ces canevas ; la signature tardive du PTA (le 18 mai 2013) ; la lenteur des services bénéficiaires dans la préparation des DTR et budgets détaillés et le démarrage des activités ; le non financement des activités au PIP ; la proposition de suppression de certaines lignes budgétaires suite à la réduction des ressources ordinaires du bureau ; la non disponibilité à temps des résultats du diagnostic de la chaine PPBS réalisé avec l’appui des Experts du PNUD/régional pour aider à une meilleure programmation des activités. Ce PTA avait bénéficié aussi de certaines opportunités telles que : l’évaluation de la PGA ; l’existence du volet 1 du PAI-2 dont les actions complètaient celles de ce projet.

1. **Recommandations**

Dans le même temps, certaines recommandations ont été formulées. Il s’agit de : veiller à la préparation du PTA le plus tôt possible ; être plus actifs dans l’exécution des activités retenues au PTA, éviter de créer des frustrations lors de l’exécution du PTA, faire plus d’effort pour éviter la réduction des enveloppes allouées à l’État.

1. **MISE EN OEUVRE DU PROJET EN 2014**
2. **Réalisations**

En 2014, les activités menées dans le cadre du projet ont permis de finaliser et de valider le RAPD; de valider le RNDH 2013 ; de finaliser, valider et de diffuser le Plan directeur de développement et d'aménagement touristique. Le forum national sur la planification s'est tenu du 28 au 30 octobre 2014. Avec l’appui du PNUD, le document-cadre du Système National de Planification est finalisé ; le diagnostic du système Togo a été réalisé dans le cadre de l’élaboration de la vision Togo 2030. Ensuite un diagnostic du tableau de bord de l’économie nationale a été réalisé et une feuille de route est établie pour son amélioration. La cellule de coordination de l'éligibilité du Togo aux programmes du MCA a été mise en place et le coordonnateur a été nommé. Le plan d'action pour l'éligibilité a été élaboré. Dans le même sens, des groupes de travail ont été mis en place et ont travaillé sur les indicateurs d'éligibilité. Ils ont élaboré et transmis des notes d'information sur les réformes et les niveaux des indicateurs au MCC et ses institutions partenaires. Le financement a permis également au Coordonnateur et trois (3) de ses collaborateurs d’effectuer une mission à Washington et à New York auprès du MCC et de ses institutions partenaires du 29 juin au 11 juillet 2014 pour la présentation des progrès réalisés et les réformes en cours au Togo en matière de bonne gouvernance, d'investissement dans le capital humain et de liberté économique. Une revue documentaire a été faite en vue de l'analyse des contraintes d'investissement et de croissance et de s'équiper en mobilier et en matériel informatique ; une mission d'échange d'expérience sur la Plateforme de Gestion de l'Aide (PGA) et le cadre institutionnel de suivi et de coordination de l'aide a eu lieu à Tananarive (Madagascar) du 21 au 25 juillet 2014 ; du matériel informatique et accessoires ont été également acquis afin de faciliter le fonctionnement de la plateforme de gestion de l'aide. Le serveur a été acquis pour le MAEC. Entre autres, le PNUD a financé la participation d'un membre de la délégation togolaise aux travaux de l'ECOSOC. Le diagnostic du tableau de bord de l’économie nationale et du dispositif de suivi conjoncturel a été réalisé et une feuille de route établie. Dans le cadre de la mise en œuvre de cette feuille de route, une formation sur la programmation en Visual Basic for Applications (VBA) a été donnée aux cadres de la Division Prévision du 16 au 20 décembre 2014. Par ailleurs, la base de données d'élaboration du tableau de bord de l'économie togolaise a été reprogrammée. En outre un appui est donné pour la reliure des résumés des communications aux journées scientifiques internationales de Lomé. Le PNUD a contribué à l’organisation d'un forum national sur le leadership professionnel des femmes du 03 au 10 décembre 2014, la réalisation d'une étude sur les défis et les opportunités à la promotion professionnelle des femmes et la proposition des stratégies pour faire face aux défis et capitaliser sur les opportunités à travers le recrutement d'un (I) consultant pour un mois, la formation sur les techniques de transformation des produits agricoles et le marketing (mieux vendre et étendre le marché) à l’endroit de 105 femmes issues des préfectures de la région de la Kara (Kozah, Bassar, Dankpen, Assoli, Binah, Doufelgou). Le financement a permis aussi la création et l'équipement d'une unité d'accompagnement juridique en collaboration avec le ministère de la justice. Ce projet a pris aussi en charge les frais de participation d’une délégation togolaise à la réunion d'experts sur la thématique sur laquelle a porté les consultations nationales au Togo, à savoir « Renforcement de capacités et construction d'institutions efficaces » à Bonn du 29 au 30 septembre 2014. En outre, un appui est donné à la confection des rapports de pôle de haut niveau sur l’agenda post 2015, de consultation mondiale, ONU femmes, OMD 2014, consultations nationales Togo, de synthèses sur la deuxième phase des consultations nationales.

1. **Gestion budgétaire**

Le budget du PTA 2014 s’est élevé à 867 470 USD et les dépenses étaient de 843 808 USD, situant ainsi le taux d’exécution à 97,27%.

1. **Leçons apprises**

Les leçons apprises dans la mise en œuvre de ce PTA 2014 se résument comme suit : la signature du PTA en début d'année et la formation sur les procédures d'exécution nationale du PNUD contribuent à une bonne exécution des activités. Les ressources étant de plus en plus rares, il y a nécessité de procéder à une meilleure priorisation des besoins. Enfin, iI est impératif de rester focalisé sur les produits attendus du CPAP signé.

1. **Difficultés rencontrées**

Le calendrier gouvernemental chargé a conduit au report des ateliers de sensibilisation et d'information sur l'agenda de développement post 2015. De même, les procédures du PNUD n'autorisent pas la prise en charge des formations diplômantes. Il convient de noter également l’insuffisance des ressources financières pour couvrir les besoins des partenaires d'exécution du projet. Par conséquent, la coordination du projet ne dispose pas de moyens de fonctionnement et cela a impacté sur le suivi et l'archivage des dossiers du projet. Pour terminer, notons aussi que la non-maitrise des procédures de gestion financière et comptable a rendu la mise en œuvre des activités difficile.

1. **Recommandations**

Face à ces difficultés, il importe de mettre en place des mécanismes qui facilitent le suivi physique et financier en temps réel des activités. De même, il est nécessaire de doter la coordination du projet de moyens pour un meilleur fonctionnement et suivi des activités. Les partenaires d'exécution du projet devraient se prendre à temps pour la réalisation des activités et tenir compte des contraintes de temps des bénéficiaires finaux des appuis. Il faudra renforcer également les stratégies de mobilisation de ressources et organiser des formations à l'endroit de la coordination du projet et de ses partenaires sur la maitrise des procédures de gestion financière et comptable.

1. **MISE EN OEUVRE DU PROJET EN 2015**
2. **Réalisations**

En termes de réalisations dans la mise en œuvre du projet en 2015, on peut souligner :

l’édition, l’impression et la diffusion d’un guide méthodologique d'élaboration des politiques publiques ; synthèse du rapport général de diagnostic du système Togo disponible; RAPD 2014 finalisé et disponible et brochures imprimées ; l’appui à la réalisation de l’Enquête de prévision macroéconomique 2014-2015, le rapport de la revue à mi-parcours de la mise en œuvre du programme d'action d'Istanbul pour les pays les moins avancés (PMA) 2014 est finalisé. Grâce à ce projet, dix (10) indicateurs MCC sont validés par le Togo sur la carte des scores de 2016, soit trois (03) indicateurs de plus que l'année 2015 et cinq de plus que 2014. Un plaidoyer est fait et un appui est apporté à la mise en oeuvre de plusieurs réformes au rang desquelles le vote de la loi créant la Haute Autorité de Prévention et de Lutte contre la Corruption et les Infractions Assimilées (HAPLUCIA), le vote du code pénal, etc., conformément au plan d'actions de la cellule MCA. L’appui du PNUD a permis de renforcer les capacités des institutions nationales (départements ministériels et autres acteurs de développement) sur le processus d'éligibilité au Millenium Challenge Account (MCA). Avec la réalisation de ce projet, les relations entre le Togo et le MCC sont renforcées (le MCC est maintenant plus au courant des efforts de réformes du Togo et apprécie l'engagement du gouvernement à établir un partenariat). En conséquence, le Togo a gagné trois (03) points sont dans le rapport sur la liberté d'information de Freedom house. IL a également gagné trois (03) points du score sur l'indicateur politique commerciale du Think Tank américain « Heritage foundation ». Deux (02) places sont gagnées par le Togo dans le rapport Doing Business 2016 publié par la Banque Mondiale ; Neuf (09) places ont été gagnées par le Togo dans le rapport 2015 de Transparency International (le Togo est classé 107e sur 168 pays contre 126e en 2014, soit un gain de 19 places, le score du pays s'établit à 32 en 2015 contre 29 en 2014) ; Dix (10) indicateurs MCC sont validés par le Togo sur la carte des scores de 2016, soit trois (03) indicateurs de plus que l'année 2015 et cinq de plus que 2014 (en termes de pourcentage, l'on note une amélioration significative sur 17 des 20 indicateurs faisant du Togo le « Top performer » sur les indicateurs du MCC). Les scores relatifs à la gouvernance sont améliorés significativement. La qualité de la réglementation (de - 0,18 à -0,05). L'État de droit (de -0,12 à -0,03) ; le contrôle de la corruption (de -0,19 à -0,06) et le Togo est sélectionné en décembre 2015 par le Conseil d'Administration du Millenium Challenge Corporation (MCC) pour bénéficier du programme seuil (Threshold) du MCA. Le glossaire national sur les concepts clés de la planification en lien avec le SNP est élaboré et validé. Le PNUD a appuyé également la participation des délégations du Togo à la conférence sur l'émergence en Côte d'Ivoire ; à la revue et à la validation du rapport sur les OMD 2015 à Alger ; à la réunion du Groupe des experts pour la revue et la validation du rapport 2015 sur les OMD à Alger du 05 au 08 mai 2015 ; à la 3e conférence internationale sur le financement du développement à Addis; à la 7ème session des négociations intergouvernementales sur le programme de développement de l'agenda post 2015 à New York;à l'atelier de validation de 2 guides méthodologiques d'évaluation et de suivi et évaluation sur les résultats des politiques sectorielles à Dakar; les missions MCA à Washington ,

Par ailleurs, l’appui du PNUD a consisté à l'amélioration du dispositif de suivi conjoncturel de la direction de l'économie ; la formation de 16 cadres en analyse conjoncturelle et en modélisation économétrique du 07 au 18 septembre 2015 à l'hôtel CRISTAL de Kpalimé ; le renforcement de capacités et en logistique pour l'amélioration du dispositif de suivi conjoncturel ; l’Enquête d'opinion sur les destinataires du tableau de bord de l'économie nationale. Les activités réalisées au titre de 2015, concernent aussi le soutien au projet d'appui aux femmes concasseuses de gravier au Togo : Achat et mise à disposition d'une trousse à pharmacie ; formation des femmes de Damadè sur les risques de concassage manuel de gravier, à la vie en coopérative, à l'utilisation du concasseur et au fonctionnement du système d'irrigation goutte-à-goutte ; acquisition et installation d'un concasseur ; réalisation d'un forage et mise en place d'un système d'irrigation goutte-à-goutte sur 1,2 ha pour le maraîchage ; construction d'un hangar (atelier de concassage) : appui à la formation de 06 coopératives d'artisans miniers et agricoles regroupant les femmes concasseuses de Damadè ; construction de 10 latrines ECOSAN à Damadè et formation de la population à leur utilisation. Dans le cadre du positionnement du Togo sur les ODD, le PNUD a financé la participation des délégations du Togo et du PNUD : à la 3e conférence sur le financement du développement à Addis Abeba ; à la 7e session des négociations intergouvernementales sur le programme de développement de l'agenda post 2015 à New-York ; à la 1ère réunion du processus intergouvernemental de négociation en vue d'élaborer le programme de développement post 2015

1. **Gestion budgétaire**

Le budget du PTA 2015 était de 591 255 USD et les dépenses pour l’exécution des activités s’élevaient à 559 236,45 USD. Soit un taux d’exécution de 95%.

1. **MISE EN OEUVRE DU PROJET EN 2016**
2. **Réalisations**

Les résultats remarquables enregistrés lors de la mise en oeuvre du projet en 2016 concernent essentiellement l’élaboration du rapport de cadrage macroéconomique à moyen terme dans la perspective de l'élaboration du Plan National de Développement 2018-2022, l’actualisation du document provisoire de la politique énergétique, la mise en place des Clubs des paires éducatrices en leadership politique des femmes, paix et développement dans les préfectures de Zio, d'Agou, de Tchaoudjo, de Binah et de l'Oti; la production et la validation du rapport de suivi des OMD 2000-2015 (5e et dernier rapport de suivi des OMD); l’appui à la réalisation de l’Enquête de prévision macroéconomique 2016 en l’occurrence au renforcement de capacités et en logistique pour l'amélioration du dispositif de suivi conjoncturel de la Direction de l'Économie, le partage de la situation du financement bancaire de l'économie togolaise avec les opérateurs économiques, le Gouvernement et les partenaires techniques et financiers et l’établissement des raisons de sa faiblesse; la proposition des solutions pour lever les contraintes du financement des entreprises, puis la formulation des recommandations à l'endroit des différents acteurs (opérateurs économiques, Gouvernement) impliqués. Suite à la réalisation de l’enquête de prévision macroéconomique, la base de données sur l'activité des entreprises est disponible pour les besoins d’analyse, les perspectives en terme de production, d'investissement et d'échanges de biens et services avec le reste du monde sont rendues disponibles. L’appui du PNUD a consisté également à la réalisation de l'étude diagnostique sur la mise en place des structures de planification et de suivi-évaluation dans les ministères. Ces activités ont concerné des appuis divers, notamment la prise en charge des frais divers au profit du Ministère de la Planification du Développement (factures d'abonnement ADSL, charges liées à la clôture du PA12, assurance des véhicules ST-DSRP, projet PAPSPSD et certains avis de recrutement des consultants pour l'appui du MPD)

1. **Gestion budgétaire**

Au point financier, il faut souligner que le budget du PTA 2016 s’élevait à 766 850 USD et les dépenses étaient estimées à 567 164,88 USD ; soit un taux d’exécution de 74%

1. **Difficultés rencontrées**

Les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du projet en 2016 sont relatives à l’accord tardif du PNUD sur le contenu du PTA réajusté pour 2016 et retard dans la mise en œuvre des activités. Il y a lieu de signaler la difficulté de connaître en temps réel le niveau d'exécution du projet étant donné qu'une partie de l'exécution est faite directement par le PNUD. Aussi, les problèmes de conversion des montants exécutés de FCFA en dollars, les modalités d'enregistrement dans la base de données ATLAS ne permettant pas de suivre aisément les dépenses relatives à chaque activité et le non-accès à la base de données ATLAS. La non-disponibilité de ressources en permanence sur le compte du projet et financement des activités au coup par coup ne permettaient pas de faire face aux urgences.

1. **Les solutions apportées face à ces difficultés**

Pour parvenir à ces difficultés, il s’est avéré indispensable de veiller à la diligence dans l'accord pour l'exécution du PTA en début d'année, de soutenir les mécanismes qui facilitent le suivi physique et financier en temps réel des activités, anticiper la réalisation des activités en apprêtant les TDR et les budgets détaillés avant la signature ou l'avis pour l'exécution du PTA , faire diligence dans la présentation des rapports des activités et financiers, poursuivre les formations à l'endroit de la coordination du projet et de ses sous partenaires d'exécution pour la maitrise des procédures de gestion financière et comptable et de passation de marchés, augmenter l'enveloppe des allocations afin de permettre la prise en compte davantage d'actions dans le PTA et enfin rendre disponible sur le compte du projet un fonds initial à hauteur de 30 millions F CFA au moins à renouveler au fur et à mesure des justifications.

1. **MISE EN OEUVRE DU PROJET EN 2017**
2. **Réalisations**

L’exécution des activités prévues dans le PTA 2017 a permis de finaliser le rapport de cadrage macroéconomique à moyen terme dans la perspective de l'élaboration du plan national de développement 2018-2022 disponible ; d’affiner le document de la politique énergétique.

A la demande du Ministère de la planification du développement, le projet a été sollicité pour appuyer l'élaboration de programmes spéciaux régionaux permettant de réduire les inégalités en matière de pauvreté constatées entre les régions administratives du Togo. En effet, il a été constaté que du Sud au Nord, l'incidence de la pauvreté augmente au Togo. La région des Savanes a été choisie pour bénéficier de l'élaboration du premier programme régional de réduction des inégalités. Ainsi, une étude a été menée sur le terrain afin de comprendre les déterminants de la pauvreté dans la région des Savanes, les goulots d'étranglement et les facteurs socioculturels entravant le développement de la région. A la suite de l'étude, un programme de réduction des inégalités dans la région des savanes a été élaboré et transmis au Ministère de la Planification du développement. Le processus a été mené de façon participative avec les acteurs au développement de la région et les populations qui ont été consultés.

A la demande de la Direction de l'Économie du Ministère de l'Économie et des Finances, une partie des financements accordés pour la réalisation de l'enquête de prévisions macroéconomiques 2017 a été allouée à l'atelier pour l'opérationnalisation, l'appropriation et l'approfondissement du modèle de prévision PRECOMAT 3.0. Cet atelier a permis de mettre à jour la base de données du modèle PRECOMAT 3.0, d'intégrer les comptes nationaux 2013, produits par l'INSEED, dans le modèle ; de faire le point de l'état de mise en œuvre des recommandations formulées en octobre 2015 lors de la première mission d'AFRlTAC; d'entamer la révision des manuels de présentation et d'utilisation du modèle et de lister les procédures/programmes/sous-programmes à écrire pour opérationnaliser PRECOMAT 3.0.

Ces activités ont concerné des appuis divers, notamment : la prise en charge des frais de participation d’un personnel du MPD/DGAT à la session ordinaire 2017 du Comité des Nations Unies chargé des ONG à New York ; la prise en charge de la délégation du gouvernement à la conférence sur l'émergence en Côte-d'Ivoire ; Prise en charge des frais de connexion internet du MPD dans le cadre du PA12 ; Prise en charge des frais d l assurance de deux (2) véhicules MPD

Au premier semestre 2017, la collecte et le traitement des données dans le cadre de l'élaboration du RAPD 2016 a commencé. Le processus d'élaboration du Plan National de Développement a commencé en 2016. Dans ce cadre, le PNUD a commis un consultant afin d'appuyer la rédaction dudit document. Par ailleurs, le projet a procédé au remboursement des arriérés de frais de lancement du RNDH 2014 en décembre 2016 et à la prise en charge d'un consultant pour la réalisation des perspectives économiques de 2016.

Au second semestre, les travaux d'élaboration du RAPD 2016 ont rendu disponible 500 documents de RAPD imprimés. Le rapport a ensuite été finalisé et édité puis imprimé. Ce rapport a permis de disposer des données et informations sur la contribution des partenaires à la mise en oeuvre de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi et des OMD au Togo. Dans le cadre du mainstreaming du genre dans les politiques de développement, le projet a accompagné 3 ministères (en charge de la formation professionnelle, de l'éducation primaire et secondaire, de la santé et protection sociale) audités en 2016 à disposer de plans d'intégration du genre visant l'amélioration de l'équité et l'égalité de genre dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de la protection sociale. Ainsi, un consultant a été recruté afin de former les cadres de ces ministères à l'intégration du genre et les a accompagnés à élaborer leurs plans d'actions.

Pour la 2 ème année consécutive, le Togo s'est engagé à présenter un rapport national de revue sur la mise en oeuvre des ODD. Dans ce cadre, le Ministère de la Planification du Développement, avec l'appui technique du PNUD, a procédé à la collecte des données et à leur traitement ainsi qu'aux consultations des acteurs de l'administration publique, de la société civile, du secteur privé, de l'assemblée nationale et des partenaires techniques et financiers pour l'élaboration du rapport. Dans le cadre de l'élaboration du PND, le Projet a pris en charge l'élaboration du cadrage macroéconomique, initiée depuis 2016.

Par ailleurs, le projet a pris en charge la participation du Directeur Général de l'INSEED à la conférence sur les indicateurs des ODD à New York (DSA et billet).

Afin de pallier au manque de données désagrégées au niveau préfectoral sur la pauvreté, le PNUD a appuyé l'élaboration de la cartographie de la pauvreté 2017 par l’INSEED. Sur la base des données de l'enquête QUIBB, une opération terrain a été conduite afin de collecter les données complémentaires indispensables. Par ailleurs il a été introduit la collecte des données permettant de calculer un certain nombre d'indicateurs ODD et autres pertinents.

1. **Gestion budgétaire**

Le budget du PTA 2017 s’élevait à 523 500 USD et les dépenses étaient évaluées à 793 133,08 USD ; soit un taux d’exécution de 151,51%

1. **MISE EN OEUVRE DU PROJET EN 2018**
2. **Réalisations**

Les réalisations faites suite à la mise en œuvre du projet en 2018 sont entre autres l’appui à la production du rapport de l'enquête de prévision macro-économique 2018, l’appui à la finalisation du rapport sur la cartographie de la pauvreté 2017, l’appui à la production du rapport 2018 du Togo sur l'examen national volontaire au FPHN, l’appui à la production du rapport sur l'aide publique au développement 2017 ; l’appui à la production du rapport du cycle de suivi 2018 du partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (PMCED), l’appui à la production du rapport du 5e sondage sur la responsabilité mondiale.

En vue de renforcer les capacités des Ministères dans la planification des projets de développement, le PNUD a financé la formation 36 cadres de l'administration publique et 35 étudiants en master en planification à l'Université de Kara (UK). Une convention est signée avec I'UK pour la formation de 70 cadres en 2 promotions. Le projet a financé également la formation de 25 formateurs sur le suivi et évaluation des projets et programmes à partir du manuel de suivi et évaluation.

Le projet a soutenu pour une quatrième année consécutive, la réalisation de l'enquête de prévision macroéconomique.

Le PNUD a appuyé aussi l'organisation de la foire aux droits de la femme par le Groupe de réflexion et d'action Femmes, Démocratie et Développement (GF2D).

Le partenariat avec le GF2D a permis à 450 personnes de bénéficier de certificats de nationalité, 333 personnes de jugements supplétifs, 39 personnes de conseils d'experts pour la résolution de leurs problèmes juridiques, 541 femmes des consultations et services médicaux gratuits et 1000 personnes de l'assistance juridique et médicale offerte par les professionnels de la justice et de la santé. Des émissions télévisées et radios ont été organisées sur la violence faites aux femmes et leur autonomisation à Aného, Tsévié, Kpalimé, Atakpamé et Bafilo.

Pour la 3ème année consécutive, le Togo s'est engagé à présenter un rapport national de revue sur la mise en oeuvre des ODD. Dans ce cadre, le Ministère chargé de la Planification du Développement, avec l'appui technique du PNUD, a procédé à la collecte des données et à leur traitement ainsi qu'aux consultations des acteurs de l'administration publique, de la société civile, du secteur privé, de l'assemblée nationale et des partenaires techniques et financiers pour l'élaboration du rapport. Ainsi le rapport 2018 de l'examen national volontaire a été élaboré et présenté au Forum Politique de Haut Niveau. L'analyse des gaps de données pour le suivi des ODD a été réalisée. Un rapport sur les métadonnées des indicateurs de suivi du PND et des ODD est disponible. Ces documents servent de référence pour les rapports de suivi du PND et des ODD. Les missions d'appui de l'équipe du centre régional ont contribué à l'identification des accélérateurs des ODD au Togo (rapport disponible) et à leur intégration dans le Plan National de Développement 2018-2022. Le projet a également appuyé techniquement et financièrement l'organisation du 2e forum national des organisations de la société civile sur les objectifs de développement durable. Plus de 150 acteurs de la société civile ont été sensibilisés et formés à l'intégration des ODD dans les programmes et projets. Le projet a également soutenu d'autres activités de sensibilisation sur les ODD qui n'étaient pas prévues. Ce sont le colloque scientifique international et la sensibilisation de 240 jeunes sur les ODD.

1. **Gestion budgétaire**

Les ressources financières allouées pour l’exécution des activités prévues sont de 945 000 USD et les dépenses se sont élevées à 944 103, 74 USD ; soit un taux d’exécution de 99,59%

1. **Les leçons apprises**

La signature tardive des PTA pénalise la réalisation des activités au cours du premier semestre de l'année. La prise en compte des besoins prioritaires évoluant, a affecté la disponibilité des ressources pour la réalisation des résultats attendus.

1. **MISE EN OEUVRE DU PROJET EN 2019**
2. **Réalisations**

En 2019, les actions du PNUD ont permis d’améliorer la mise en œuvre des politiques alignées sur les ODD, le suivi et la coordination du développement et le renforcement des capacités de planification et de suivi évaluation de l'administration publique.

En matière de mobilisation des ressources, le PNUD contribue à la mobilisation des ressources par l’appui à l’élaboration du plan d'action à court terme de partenariat et de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre du Plan national de Développement (PND) à l’horizon 2018-2022. Allant dans ce sens, le PNUD a appuyé le Gouvernement à la réalisation de l’étude de faisabilité pour la mise en place du Fonds d’Investissement des Togolais de l’Extérieur. Des échanges sont en cours avec le Ministère des affaires étrangères pour l’opérationnalisation de cette approche.

Afin d’apprécier l’alignement des politiques de développement du pays sur ses ambitions et surtout l’impact que le PND aurait sur le développement du Togo, le ministère de la planification du développement en collaboration avec le PNUD, la Banque Africaine de Développement et la Banque Ouest Africaine de Développement a lancé l’étude sur l'effet potentiel du PND sur la croissance, l’emploi, la réduction de la pauvreté et des inégalités.

Afin de capitaliser l’expérience du Togo en matière de priorisation des ODD et l’alignement du Plan National de Développement sur les objectifs de développement durable, le PNUD a appuyé l’élaboration du rapport de priorisation des ODD et de leur intégration dans le Plan national de développement.

Concernant le suivi du développement, un diagnostic sommaire du Système de suivi et évaluation du PND a été fait et à l’issue duquel il a été convenu avec le Gouvernement la mise en place d’un Système intégré de suivi évaluation et de reporting. Également, le PNUD a appuyé la mise à jour de la base des Indicateurs du PND, des ODD et de l’agenda 2063. Ces données ont servi dans l’élaboration du rapport de suivi des ODD.

En matière de coordination du développement, le PNUD appuie le Ministère de la Planification du Développement et de la Coopération à commencer le rapportage et l’analyse de toutes les sources de financement du développement. Ainsi, le Rapport sur l'Aide Publique au Développement qui ne recensait que les aides et subventions reçues par le pays, a été revue et son champ élargi. C’est ainsi que le rapport est dénommé depuis 2019, « Rapport sur la coopération au développement » qui dorénavant rend compte de toute la coopération au développement au Togo. La première édition du document a été très appréciée par les différentes parties prenantes.

En matière de renforcement des capacités de planification et de suivi évaluation de l'administration publique, le PNUD a continué à appuyer la formation des cadres en master en planification du développement. Pour le compte de l’année 2019, avec l’appui du PNUD, ce master a formé 36 étudiants en 2ème année et 34 étudiants de la première année, soit un total de 70 agents publics pris en charge par le PNUD.

Dans la logique du renforcement des capacités de l’administration publique pour la réalisation des objectifs du PND, le PNUD soutient le Programme Présidentiel d’Excellence pour le PND sous le haut patronage du Président de la République. Ce programme a été lancé pour doter les jeunes togolais étudiants de compétences professionnelles et de leadership afin d’avoir une administration publique compétente, efficiente et motivée. Les étudiants qui suivent le programme devront travailler pour le gouvernement pour une période de 3 ans. Ils seront placés dans diverses institutions clef dans la mise en œuvre du PND. Le programme est opéré par l’organisation ShARE.

Le Document de programme pays (CPD) 2019-2023 est aligné sur les priorités nationales de développement du Togo décrit dans le PND 2018-2022. Dans le cadre du second pilier du CPD, « Œuvrer à la croissance pour tous et l’accès de tous aux services de base », la contribution du PNUD s’articule autour du développement communautaire avec le Programme d’Urgence de Développement Communautaire (PUDC) et l’amélioration de l’employabilité et des capacités entrepreneuriales, notamment des femmes et des jeunes.

 En matière d’Appui à l’entrepreneuriat et à la création d’emploi, le but visé est l’accompagnement et le renforcement de capacités des micro petites et moyennes entreprises et la mise en place de mécanismes de soutien aux jeunes entrepreneurs qui contribuent à la création d’emploi.

 Dans le cadre du soutien aux entrepreneurs, le PNUD a renforcé son soutien à la promotion de l'entreprenariat des jeunes entrepreneurs lauréats de la Fondation Tony Elumelu. Le PNUD a subventionné 25 des 28 lauréats et a facilité la participation de 5 d’entre eux au forum global de la Fondation Tony Elumelu qui a rassemblé environ 5000 entrepreneurs.

En partenariat avec le Fonds d’Appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ), les capacités de 134 Jeunes Porteurs d’Idées d’Entreprise (JPIE) en activités ont été renforcées sur la base des Techniques de Création d’Entreprises (TCE), du 10 au 18 Avril 2019 à Lomé, Agou, Kpalimé et Dapaong. A l’issue de cette formation, 122 JPIE ont pu élaborer et soumettre leurs Plan d’affaires à des potentiels investisseurs. Sur les 122 JPIE ayant soumis leur plan d’affaires, 120 ont pu être effectivement diagnostiqués au cours d’une visite terrain, ce qui a abouti à la sélection de 76 d’entre eux, pour recevoir un accompagnement sur la gestion d’entreprise et gestion de crédit par le Fonds d’Appui aux Initiatives des Jeunes (FAIEJ).

De même, INNOV’UP, premier incubateur d’entreprises des femmes du Togo, qui est un dispositif visant à favoriser l’éclosion des idées d’entreprises des femmes, leur installation et leur encadrement, a été créé grâce au partenariat entre la Fédération des Femmes Entrepreneures et Femmes d’Affaires (FEFA) et le PNUD. Depuis 2016, avec le soutien du PNUD, le centre a permis à plus de 700 femmes et 15 starts up actives dans divers secteurs de bénéficier de ces différents services tels que l’incubation de startups, le renforcement des capacités des startups, la tenue des ateliers d'ingénierie financière, la sensibilisation dans les universités et INNOV UP Coach. En 2019, le PNUD a appuyé INNOV UP dans la réalisation de son activité dénommée INNOV’UP SHOW qui a pour but de créer une visibilité autour des startups incubées et d’engager une nouvelle cohorte d’incubés.

En matière de renforcement des capacités institutionnelles de promotion de la création d’emplois, en 2019, le PNUD a appuyé la Coalition Nationale de l’Emploi des Jeunes (CNEJ) dans l’élaboration de son manuel de procédures administrative, comptable et financière afin de lui permettre d’assurer une gestion saine au sein de l’institution et la réalisation de l’étude sur l’état des lieux de la situation de vulnérabilité liée au chômage et au sous-emploi. En collaboration avec la CNEJ, le PNUD a réalisé l’étude sur l’écosystème du financement des TPPME (Très Petites, Petites et Moyennes Entreprises) au Togo afin d’analyser les systèmes de financement et d’accompagnement à l’accès aux financements existants pour les entreprises formelles et informelles, les besoins d’accompagnement des entreprises formelles et informelles, les freins et les leviers des systèmes.

Par ailleurs, dans le cadre de la promotion des activités économiques des jeunes pour une insertion sociale et économique inclusive, le Ministère en charge de la jeunesse et de l’Emploi des jeunes, à travers le Fonds d’Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAEIJ), a mis en place l’Incubateur de Star Up « NunyaLab » à la maison des jeunes d’Amadahomé. NunyaLab signifie en langue locale éwé « le centre du Savoir ». L’objectif est de mettre à la disposition des jeunes porteurs de projets innovant un centre de créativité, d’encadrement et d’accompagnement. C’est également un espace de coworking ouvert aux jeunes de Lomé et de l’intérieur du pays où ils pourront suivre les formations professionnelles, profiter d’une mise en relation renforçant ainsi la dimension de partage d’expériences. C’est un cadre adapté aux jeunes pour exploiter efficacement leur potentiel numérique et jouer leur partition au développement économique du Togo. En effet, pour la mise en place de l’incubateur, le PNUD a fait recours à l’expérience de KLab à travers son DG M. Aphrodice Mutangana.

En outre, afin de réaliser ses ambitions de devenir une économie émergente, le Togo prend en compte le contexte mondial caractérisé par la globalisation des économies et des échanges avec des exigences de qualité et de traçabilité de plus en plus accrues des biens et services.

En effet, au Togo comme dans la plupart des pays les moins avancés, la balance courante est déficitaire caractérisant une importante importation des biens et services tandis que les entreprises togolaises éprouvent d’énormes difficultés pour exporter pour des raisons diverses dont le manque de traçabilité. Cette situation constitue un manque à gagner pour le pays et pour les entreprises qui, de fait, ne profitent que marginalement des accords de partenariats économiques signés par le Togo, notamment, la Zone de Libre-Echange Continentale (ZLEC) en Afrique, les Accords de Partenariat Economique (APE) avec l’Union Européenne et l’AGOA avec les Etats-Unis d’Amérique. Elle créé un environnement peu favorable aux investissements qu’ils soient nationaux ou étrangers. Elle entrave le développement d’un secteur privé national prospère, créateur de richesses et d’emplois.

Afin de lever ce défi, le PNUD travaille avec la Haute Autorité de la Qualité et de l’Environnement (HAUQE) à mettre en œuvre le projet de Renforcement de capacités institutionnelles et entrepreneurial pour un meilleur accès des produits aux marchés dans l’industrie agro-alimentaire au Togo. La phase de démarrage de ce projet est en cours de mise en œuvre avec l’assistance technique de l’ONUDI. Il contribuera à la réalisation des objectifs de l’Axe 2 du Plan National de Développement (PND) 2018-2022.

Il se concentrera sur 3 chaînes de valeurs (Ananas, Anacarde, Karité) jugées comme structurantes et pour lesquelles le Togo dispose d’un avantage comparatif (à l’export) selon le Plan National d’Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN) 2017-2026.

Toutefois, notons également que les Objectifs du Développement Durable visent à réaliser les droits de l’homme pour tous, l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes et des filles. Les 17 ODD sont intégrés et indissociables, et concilient les trois dimensions du développement durable : économique, sociale et environnementale. Le secteur privé est le principal acteur de la création de la richesse et de la génération des revenus. Il est également le pourvoyeur de biens et de services indispensables à une vie décente pour tous les êtres humains. Les processus de production, qui sont en grande partie le fait du secteur privé, peuvent constituer une menace pour la survie de toutes les espèces y compris humaine sur la terre. Les ODD ne peuvent donc pas être atteints sans la participation du secteur privé. Le PNUD admet que beaucoup des défis planétaires en matière de développement peuvent être surmontés grâce à une croissance économique dynamique, entraînée par des entreprises privées qui créent des emplois, génèrent des rentrées d’impôts et fournissent des biens et des services vitaux au bénéfice des pauvres dans le monde.

C’est dans ce sens que le PNUD s’est engagé à renforcer sa collaboration avec le secteur privé togolais avec pour objectifs de : promouvoir l’accès des entreprises togolaises aux opportunités d’investissement dans les secteurs des ODD, promouvoir la responsabilité sociale des entreprises.

Le PNUD a engagé des exercices de Due Diligence afin d’établir des accords de partenariat avec la Chambre du Commerce et d’Industrie du Togo et Togo Invest.

1. **Gestion budgétaire**

Les ressources financières allouées pour l’exécution des activités prévues sont de 207 398,96 USD et les dépenses se sont élevées à 165 071, 65 USD ; soit un taux d’exécution de 79,59%.